

505 LH 61412

946

(1942, 52, 54-56,
58, 69)

Participation financière S.N.C.F. à la Société Internationale de la Foire

V. D. 921 : Représentation S.N.C.F. au
C.A. de la Foire de Lyon (avant la-
participation financière S.N.C.F.)

Participation financière S.N.C.F. à la
Société de la Foire Internationale de Lyon

	C.A.	30. 9.42	20	VI	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		9.10.42			
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.		4.11.42			
Lettre S.N.C.F. au P.L.M.		17.11.42			
	(s)C.A.	5.11.69		III	2°)

Représentation de la S.N.C.F.

C.A.	24.12.52	22	VIII	b)
C.A.	26. 5.54	13	VIII	a)
C.A.	23. 3.55	10	VIII	a)
C.A.	8. 2.56	20	VIII	
C.A.	19.12.56	16	VIII	2°)
C.A.	15. 1.58	16	VIII	c)

du 5 NOV. 1969

III - Questions administratives et financières.

2°) Rapport sur l'activité et les résultats des
Sociétés auxquelles la S.N.C.F. participe
(exercice 1968).

.

M. DEGRIS saisit l'occasion qui lui est offerte d'exprimer la position de l'organisation syndicale qu'il représente au sujet de la politique de participations financières suivie par la S.N.C.F.

Si cette organisation ne nourrit pas d'hostilité de principe à l'égard de cette politique, si elle comprend parfaitement l'intérêt immédiat qu'offrent des participations de la nature de celles que la S.N.C.F. possède dans la S.C.E.T.A., Air-Inter ou la S.I.C.F., si elle est également consciente des avantages que peut comporter à plus ou moins long terme la présence de la Société Nationale au sein d'organismes comme la Société de l'Aérotrain, la S.E.D.A.M. ou la Société concessionnaire du Chemin de fer Sous-Marin entre la France et l'Angleterre, par contre, elle saisit moins bien la raison d'être de certaines autres participations. Est-il bien nécessaire, pour ne retenir que deux exemples, que la S.N.C.F. détienne une fraction du capital du Centre National des Industries et des Techniques (C.N.I.T.) et de celui de la Société de la Foire Internationale de Lyon ?

.....

La justification avancée en ce qui concerne le C.N.I.T. est le souci de bénéficier d'un droit de priorité pour établir un stand d'exposition au Palais de la Défense. Mais combien de fois la S.N.C.F. a-t-elle usé de ce droit ? Etait-il vraiment indispensable d'immobiliser une somme assez importante pour s'assurer la possibilité de disposer en toute hypothèse d'un emplacement dans un hall d'une semblable dimension ?

Les capitaux investis dans la Société de la Foire Internationale de Lyon, sont, certes, infiniment plus limités. Ils le sont même au point de risquer de porter atteinte à la réputation d'une Maison comme la S.N.C.F. Quoi qu'il en soit, s'il n'est pas contestable, ainsi que le fait valoir le rapport distribué, que les manifestations organisées par la Foire de Lyon sont en elles-mêmes génératrices de trafic et susceptibles, de surcroît, de favoriser le développement de la production et des échanges, n'est-ce pas le cas de toutes les Foires, de tous les Salons ? Pourquoi a-t-on réservé un traitement particulier à la Société précitée ?

Des exemples aussi discutables ne facilitent pas la tâche de ceux qui s'efforcent de justifier des participations dont l'intérêt est pourtant beaucoup plus évident.

M. BOYAUX précise que la participation de la S.N.C.F. au capital de la Société de la Foire Internationale de Lyon est un héritage de la Compagnie du P.L.M. qui avait accepté, pour des raisons d'ordre commercial, d'apporter son concours à la solution des problèmes posés par le démarrage de cette Foire, la première qui ait été lancée en France. Pour avoir été l'un des occupants du siège d'Administrateur réservé à cet effet au Chemin de fer, il peut témoigner de l'efficacité de l'action que ce dernier a été ainsi à même d'exercer. Certes, la présence d'un représentant de la S.N.C.F. au sein du Conseil de cette Société ne revêt plus aujourd'hui la même utilité qu'autrefois, mais eu égard précisément à la modicité des sommes en jeu, nul n'a cru jusqu'à ce jour devoir prendre l'initiative de mettre fin à une situation qui symbolise la pérennité des liens unissant les Lyonnais au Rail.

.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 15 janvier 1958

P.16

VIII - Questions diverses

c) Représentation de la S.N.C.F. dans les Sociétés dont elle est actionnaire.

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M. CLAUDON, le Conseil décide de maintenir jusqu'au 31 décembre 1958 :

- M. BIZOT dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.);
- M. CARDON dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales;
- M. DEGARDIN dans ses fonctions d'Administrateur de la Compagnie Générale de Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.)
- M. GONON dans ses fonctions de Membre du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre;
- M. GRIMPRET dans le siège occupé par la S.N.C.F., personne morale, au Conseil d'Administration de la Société française des Pétroles SERCO;

.....

- M. LACHENY dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon;
- M. LEMAIRE dans ses fonctions d'Administrateur-Délégué de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre;
- M. PAILLIEUX dans ses fonctions d'Administrateur de la Société Française de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.);
- M. PERNOT dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie Générale de Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.);
- M. PORCHEZ dans ses fonctions de Président-Directeur Général :
 - de la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.),
 - de la Société Française d'Etudes et de Réalisations Ferroviaires "SOFRERAIL"
 - et de la Société du Consortium Forestier et Maritime des Chemins de fer français (Société dont le siège social est au Gabon);
- M. THIERS dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks Frigorifiques du Havre.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 19 décembre 1956

p. 16

VIII - Questions diverses

2°) Représentation de la S.N.C.F. dans les
Sociétés dont elle est actionnaire.

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide de maintenir jusqu'au 31 décembre 1957 :

- M. BIZOT, dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.).
- M. GRIMPRET, dans le siège occupé par la S.N.C.F., personne morale, au Conseil d'Administration de la Société française des Pétroles SERCO.
-
- M. CARDON, dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales.
- M. DEGARDIN, dans ses fonctions d'Administrateur de la Compagnie Générale de Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.).
- M. LACHENY, dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon.
- M. PERNOT, dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie Générale des Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.).
- M. THIERS, dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks Frigorifiques du Havre.
- M. GONON, dans ses fonctions de Membre du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.
- M. LEMAIRE, dans ses fonctions d'Administrateur-Délégué de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 8 février 1956

P.20

VIII - Questions diverses

a) Représentation de la S.N.C.F. dans les Sociétés dont elle est actionnaire

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide :

- de remplacer, à compter du 1er janvier 1956, M. REDON dans ses fonctions d'Administrateur de la Société des Voies ferrées départementales du Midi (V.F.D.M.) et de la Société Hydro-Electrique du Midi (S.H.E.M.) par M. DECOUDUN;

- de maintenir jusqu'au 31 décembre 1956 :

- M. BIZOT dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.);
- M. GRIMPRET dans le siège occupé par la S.N.C.F. personne morale, au Conseil d'Administration de la Société Française des Pétroles SERCO;
- M. CARDON dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales;
- M. DEGARDIN dans ses fonctions d'Administrateur de la Compagnie Générale de Voies Ferrées d'Intérêt local (V.F.I.L.);
- M. LACHENY dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon;
- M. THIERS dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks Frigorifiques du Havre;
- M. GONON dans ses fonctions de Membre du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre;
- M. LEMAIRE dans ses fonctions d'Administrateur-Délégué de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration

du 23 mars 1955

P.10

VIII - Questions diverses

a) Représentation de la S.N.C.F. dans les Sociétés dont elle est actionnaire.

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtés au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la propositions de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide de maintenir jusqu'an 31 décembre 1955 :

M. BIZOT	dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.),
M. GRIMPRET	dans le siège occupé par la S.N.C.F. personne morale, au Conseil d'Administration de la Société française des Pétroles SERCO,
M. CARDON	dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales,
M. DEGARDIN	dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie Générale de Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.),
<u>M. LACHENY</u>	dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon,
M. THIERS	dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks Frigorifiques du Havre,
M. GONON	dans ses fonctions de Membre du Comité d'Administration de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre,
M. LEMAIRE	dans ses fonctions d'Administrateur-Délégué de la Société Concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.

**Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 26 mai 1954**

P.13

VIII - Questions diverses

a) Représentation de la SNCF dans les Sociétés d'intérêt de et actionnaire.

a) Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil décide :

= de maintenir jusqu'au 31 décembre 1954 :

- M. BIZOT dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.);
- M. GRIMPRET dans le siège occupé par la S.N.C.F., personne morale, au Conseil d'Administration de la Société française des Pétroles SERCO;
- M. CARDON dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales;
- M. DEGARDIN dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie Générale des Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.);
- M. LACHENY dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon;
- M. THIERS dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks Frigorifiques du Havre;
- M. GONON dans ses fonctions de Membre du Comité d'Administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre;
- M. LEMAIRE dans ses fonctions d'Administrateur-Délégué de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.

= de remplacer, à partir du 1er juin 1954, M. BOUTET dans ses fonctions d'Administrateur de la Société de Gérance de Wagons de Grande Capacité (S.G.W.) par M. GOURSAT, Directeur de la Région du Nord, et exprime à M. BOUTET ses remerciements pour la façon dont il s'est acquitté de son mandat au sein de cette Société.

b) Maintien de certains anciens Administrateurs ou fonctionnaires de la S.N.C.F. dans les Conseils des filiales.

Dans le cadre des mesures qu'il a arrêtées au cours de sa séance du 18 avril 1951 et sur la proposition de M. LE PRÉSIDENT, le Conseil décide de maintenir jusqu'au 31 décembre 1953 :

- M. BIZOT, dans ses fonctions de Vice-Président du Comité d'administration de la Société concessionnaire du Chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre et d'Administrateur de la Société de Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.);
- M. BOUTET, dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Société de Gérance de Wagens de Grande Capacité (S.G.W.);
- M. BERTRAND, dans ses fonctions d'Administrateur de la Société Immobilière des Chemins de fer Français (S.I.C.F.);
- M. CARDON, dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Société des Chemins de fer des Pyrénées-Orientales;
- M. DEGARDIN, dans ses fonctions de Président-Directeur Général de la Compagnie Générale des Voies Ferrées d'Intérêt Local (V.F.I.L.);
- M. DULHOSSE, dans ses fonctions d'Administrateur de la Société de Crédit Immobilier de l'Est et de Vice-Président de la Fédération des Sociétés de Crédit Immobilier des Chemins de fer français;
- M. LACHENY, dans ses fonctions d'Administrateur de la Foire Internationale de Lyon;
- M. THIERS, dans ses fonctions de Président-Directeur Général des Docks frigorifiques du Havre.

Le Conseil charge, d'autre part, son Président de transmettre ses remerciements à M. ARON pour la façon dont il s'est acquitté de ses mandats au sein du Conseil d'Administration de la Société des Voies Ferrées des Landes et de la Société des Voies Ferrées Départementales du Midi, mandats dont il vient de se démettre pour satisfaire aux prescriptions de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940. Des propositions tendant à assurer le remplacement de M. ARON dans les deux postes ainsi devenus disponibles lui seront incessamment soumises.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 17 novembre 1942

9288 - 59

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Secrétaire d'Etat aux Communications vient d'autoriser la S.N.C.F. à racheter les 10 actions de 500 fr entièrement libérées de la Société de la Foire Internationale de Lyon appartenant au Domaine Privé de votre Compagnie, aux conditions sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord officieusement soit au prix unitaire de 500 fr.

La somme à verser à la Compagnie du P.L.M. ressort ainsi à :
500 x 10 = 5.000 fr.

Je donne les instructions nécessaires à nos Services Financiers pour que ladite somme de 5.000 fr soit versée à votre Compagnie.

Je vous serais très obligé de vouloir bien faire transférer les 10 actions dont il s'agit au nom de la Société Nationale des Chemins de fer français, en un certificat qui sera à remettre aux Services Financiers de la S.N.C.F.

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Compagnie
des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée -
86, rue St-Lazare - PARIS -

946
S.E. AUX COMMUNICATIONS

PARIS LE 4/II/42

Direction des Chemins de fer

1er Bureau

LE SECRETAIRE D'ETAT

à M.le Président du C.A. de la S.N.C.F.

Rachat de 10 actions
"Sté de la Foire interna-
tionale de Lyon"

V/lettre D 9288-59
du 9/IO/42

Comme suite à votre communication citée en référence,
j'ai l'honneur de vous informer, après avis de la Mission du
Contrôle financier, que le rachat par la SNCF de 10 actions
de la Sté de la Foire internationale de Lyon, actuellement
détenues par la Cie du Chemin de fer P.L.M. au titre de son
domaine privé, ne soulève pas d'objection de ma part.

(s) GIBRAT

946

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 9 octobre 1942

9288-59

Comme suite à la décision du
Conseil du 30 septembre 1942

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Le Compagnie P.L.M. possède, au titre de son Domaine Privé, 10 actions de 500 fr de la Société de la Foire Internationale de Lyon, créée en 1915, en vue du développement et de l'extension du Commerce et de l'Industrie en France, principalement par la création d'une foire d'échantillons à LYON.

La question de la reprise de cette participation a été examinée par notre Conseil d'Administration dans sa séance du 30 septembre 1942.

Pour les raisons développées dans la note que je vous demande de bien vouloir trouver ci-jointe, celui-ci, sous réserve de votre autorisation, a décidé de racheter les 10 actions appartenant à la Compagnie du P.L.M., à un prix égal à celui qu'elle a effectivement payé, soit 500 fr. nominal par action, prix sur lequel la Compagnie nous a donné officieusement son accord.

En raison du faible montant des sommes en jeu et compte tenu de ce que la plus grosse partie de l'actif de la Société doit faire retour à la Ville de Lyon, nous serions d'avis d'imputer cette dépense au Compte d'Exploitation.

Je vous serais obligé, Monsieur le Ministre, de vouloir bien nous autoriser à procéder dans ces conditions au rachat des actions dont il s'agit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports
244, Boulevard Saint-Germain - PARIS

QUESTION VI - Article 44 de la Convention du 31 août 1937.
Participation de la Compagnie P.L.M. dans la
Société de la Foire Internationale de Lyon.

P.V.

M. LE PRESIDENT expose que la Compagnie P.L.M. possède 10 actions de la Société de la Foire Internationale de Lyon, soit une participation de 5.000 fr représentant 0,20 % du capital. Elle a occupé un siège d'Administrateur jusqu'en 1940, époque à laquelle ce siège a été attribué à la S.N.C.F.

Pour les raisons qui sont précisées dans la note, il apparaît logique que la S.N.C.F. reprenne aujourd'hui, en application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, les actions détenues par la Compagnie P.L.M.

Le prix de cession serait égal aux sommes que cette Compagnie a déboursées, soit, par action, le montant nominal de 500 fr. La dépense totale s'élèverait à 5.000 fr. Compte tenu, d'une part, de ce que la plus grosse partie de l'actif de la Société doit faire retour à la Ville de Lyon et, d'autre part, du faible montant de la participation, elle serait imputée au Compte d'Exploitation.

Sous réserve de l'autorisation de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve la reprise des actions (M. LAURENT-ATHALIN ayant déclaré ne pas prendre part au vote).

Sténo. p; 20

M. LE PRESIDENT - La Compagnie P.L.M. possède 10 actions de la Société de la Foire Internationale de Lyon, soit une participation de 5.000 fr représentant 0,20 % du capital. Elle a occupé un siège d'Administrateur jusqu'en 1940, époque à laquelle ce siège a été attribué à la S.N.C.F.

Pour les raisons qui sont précisées dans la note, il apparaît logique que la S.N.C.F. reprenne aujourd'hui, en application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, les actions détenues par la Compagnie P.L.M.

Le prix de cession serait égal aux sommes que cette Compagnie a déboursées, soit, par action, le montant nominal de 500 fr. La dépense totale s'élèverait à 5.000 fr. Compte tenu, d'une part, de ce que la plus grosse partie de l'actif de la Société doit faire retour à la Ville de Lyon et, d'autre part, du faible montant de la participation,

26 septembre 1942

PARTICIPATION DE LA COMPAGNIE P.L.M.
DANS LA SOCIETE DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LYON
(article 44 de la Convention du 31 août 1937)

Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre la participation que la Compagnie P.L.M. détient dans la Société de la Foire Internationale de Lyon.

I..- La Société de la Foire Internationale de Lyon a été constituée en décembre 1915, pour une durée de 99 années, sous le nom de "Société Lyonnaise pour le développement du Commerce et de l'Industrie en France", au capital de 300.000 fr et avec l'objet suivant : "développement et extension du Commerce et de l'Industrie française, principalement par la création d'une foire d'échantillons à Lyon, et par toutes autres entreprises tendant aux mêmes fins".

Le succès de la Foire fut tel la première année que la Société dut tripler son capital en le portant à 900.000 fr. C'est à ce moment que la Société changea de dénomination pour s'appeler "Société de la Foire Internationale de Lyon".

Elle procéda en 1919 à une nouvelle augmentation du capital, ainsi porté à 2.500.000 fr, représentés par 5.000 actions de 500 fr entièrement libérées.

Le Conseil d'Administration comprend 11 membres, dont M. BOYAUX, Directeur du Service Commercial de la S.N.C.F.

II..- Jusqu'en 1939, la Société a réalisé, chaque année, de légers bénéfices, qu'elle a employés le plus souvent à des amortissements.

Pour la première fois, l'exercice 1939-1940 s'est soldé par un déficit de 1.206.900 fr, dû aux circonstances.

La situation financière de la Société, au 31 décembre 1941, s'est nettement améliorée et peut être résumée comme il suit :

- la trésorerie est très satisfaisante ;
- le matériel, le mobilier et les installations diverses sont amortis en totalité ;

.....

- les bâtiments qui ont été financés par la Ville de Lyon doivent lui faire retour à l'expiration du bail souscrit pour le terrain sur lequel ils ont été construits ;
- les réserves sont relativement peu importantes, mais il a été constitué une provision pour grosses réparations de 1.500.000 fr.

En résumé, le compte de profits et pertes se traduit, pour 1941, par un bénéfice de 1.302.300 fr, qui a été affecté aux amortissements.

La Société n'a pas distribué de dividendes depuis 1933.

III. - La Compagnie P.L.M. possède 10 actions de la Société, soit une participation de 5.000 fr qui représente 0,20 % du capital.

Elle a détenu un siège d'administrateur jusqu'en 1940, époque à laquelle ce siège a été attribué à la S.N.C.F.

La présence d'un représentant de la Compagnie P.L.M. à la Foire de Lyon a permis, dans le passé, d'orienter l'action de la Foire dans le sens de l'intérêt du chemin de fer. En même temps, le Chemin de fer examinait, en plein esprit de collaboration avec la Foire, les questions diverses d'ordre tarifaire ou publicitaire que posait le développement de celle-ci.

La représentation au Conseil ayant été transférée à la S.N.C.F., il semble logique que celle-ci acquière les actions de la Compagnie P.L.M., ce qui ne pourrait que renforcer sa position dans la Société.

IV - Il est difficile d'attribuer une valeur actuelle aux actions dont il s'agit, étant donné que :

- il n'a pas été distribué de dividendes depuis 5 ans ;
- ces actions constituent un placement à longue échéance difficilement négociable ;
- le Palais de la Foire et ses annexes, qui seraient susceptibles de présenter des plus-values intéressantes, sont construits sur un terrain appartenant à la Ville de Lyon et doivent, comme il a été dit, être remis à celle-ci à l'expiration du bail.

En fait, la S.N.C.F. reprendrait les actions pour les motifs mêmes qui ont amené la Compagnie P.L.M. à les souscrire, c'est-à-dire l'intérêt qu'il y a, du point de vue de notre exploitation, à resserrer les liens du chemin de fer avec la Foire de Lyon. Dans ces conditions, il serait équitable de rembourser

le P.L.M. de sa dépense et d'effectuer le rachat de sa participation à la valeur nominale des titres, soit 500 fr par action.

Cette dernière Compagnie, consultée officieusement, a fait connaître qu'elle était d'accord sur la reprise à ce prix. La dépense s'élèverait ainsi à :

$$500 \text{ fr} \times 10 = \underline{5.000 \text{ fr}}$$

Il est demandé au Conseil de vouloir bien décider l'acquisition, dans ces conditions, de la participation détenue actuellement par la Compagnie P.L.M. dans la Foire de Lyon.

Compte tenu, d'une part, de ce que la plus grosse partie de l'actif de la Société doit faire retour à la Ville de Lyon et, d'autre part, du faible montant de la participation, la dépense pourrait être imputée au compte d'exploitation.

L'autorisation nécessaire serait demandée au Secrétariat d'Etat aux Communications.

Signé : VAGOGNE